

RE PUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE

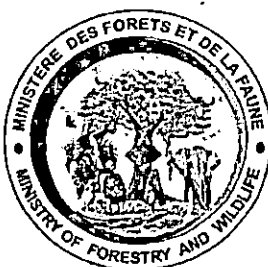
SECRETARIAT D'ETAT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS DIRECTION DU BUDGET,
DU MATERIEL ET DE LA MAINTENANCE

SERVICE DES MARCHES



www.minfoc.cm

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY AND WILDLIFE

SECRETARIAT OF STATE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUBDEPARTMENT OF BUDGET
MATERIAL AND MAINTENANCE

PROCUREMENT SERVICE

N° 0006

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

/AAMI/MINFOF/SETAT/SG/DAG/SDBM/SMA/2023 DU 0 JAN 2023

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR
L'EVALUATION DE LA REALISATION DES ŒUVRES A CARACTERE SOCIAL PAR
LES COMMUNES A PARTIR DES REVENUS ISSUS DE L'EXPLOITATION FORESTIERE
(RFA, RECETTES D'EXPLOITATION DES FORETS COMMUNALES)

1. Objet

Le Ministre des Forêts et de la Faune, Maître d'Ouvrage, lance un Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt relatif au recrutement d'un Consultant Individuel pour l'évaluation de la réalisation des œuvres à caractère social par les communes à partir des revenus issus de l'exploitation forestière (RFA, RECETTES D'EXPLOITATION DES FORETS COMMUNALES).

2. Contexte et justification

L'exploitation forestière dans le Domaine Forestier Permanent (DFP) de l'Etat est régie par les conventions d'exploitation. Après attribution d'une concession, le concessionnaire est tenu au terme de la convention provisoire d'une durée de trois (03) ans non renouvelable, d'élaborer et de soumettre à l'approbation de l'Administration chargée des forêts, le plan d'aménagement de sa concession, qui est outil de gestion durable des forêts, non seulement pour l'exploitation forestière, mais aussi et surtout pour la politique des investissements et la planification générale des entreprises forestières. Le plan d'aménagement indique les obligations du concessionnaire vis-à-vis de l'Administration et des populations riveraines de sa concession.

En effet, les œuvres socio-économiques à réaliser au profit des populations riveraines sont consignées dans le plan d'aménagement, et le paiement de la Redevance Forestière Annuelle (RFA) permet à l'Etat, à travers les structures compétentes, de pouvoir réaliser les œuvres socio-économiques dans les Communes de localisation des titres d'exploitation mais aussi dans celles qui ne sont pas localisées dans la zone forestière.

D'ailleurs, l'armature juridique du secteur forestier dispose qu'un pourcentage de la taxe forestière et faunique soit destinée aux communes et aux communautés villageoises riveraines. Ainsi, la Redevance Forestière Annuelle (RFA) est répartie de la manière suivante : 50% à l'Etat, 27% aux Communes de localisation avec 6,75% exclusivement affectés aux projets de développement portés par les Communes riveraines, 18% au FEICOM et 5% pour l'appui au recouvrement, afin de contribuer à la promotion du développement local et la lutte contre la pauvreté.

Afin de faciliter la gestion de la quote-part qui revient aux Communes et palier aux manquements observés dans la gestion de ladite quote-part, l'Arrêté Conjoint 0076 a été signé en 2012 par les représentants des trois ministères (MINATD, MINFI et MINFOF) pour encadrer la gestion des revenus provenant de l'exploitation des ressources forestières et fauniques, destinés aux communes et aux communautés villageoises riveraines. En plus de la gestion de la RFA, l'Arrêté Conjoint 0076 prend également en compte la taxe sur les produits de récupération, les contributions à la réalisation des infrastructures sociales et économiques, les revenus issus des forêts communautaires et communales.

Malgré la disponibilité de cet outil de gestion fortement vulgarisé depuis sa signature, le MINFOF continue d'enregistrer des plaintes de la part des organisations de populations riveraines décriant la non perceptibilité de l'impact des revenus de leurs forêts dans leurs localités. Des missions interministérielles d'évaluation de la mise en œuvre des dispositions de l'Arrêté 0076, effectuées en 2019 conjointement par MINFOF, MINAT, MINDDEVEL et FEICOM avaient permis de déterminer le niveau de responsabilité des différents acteurs. C'est dans le but de procéder à l'évaluation des réalisations des infrastructures à caractère social dans des localités à identifier par le MINFOF en collaboration avec les services administratifs localement concernés que cette activité est initiée. Les rapports documentés par des photographies seront transmises aux Ministres respectivement chargés de l'Administration Territoriale, des Forêts et de la Décentralisation pour permettre la prise de décisions conséquentes aux constats faits.

3. Objectif de l'étude

L'objectif de cette prestation est de faire l'évaluation de la mise en œuvre de l'Arrêté Conjoint 0076/MINATD/MINFI/MINFOF du 26 juin 2012 (UFA, ventes de coupe et titres de récupération de bois) relative à la réalisation des œuvres socio-économiques sur la base des quotes-parts des RFA perçues par les communes sélectionnées sur la période allant de 2015 à 2019.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- vérifier que les entreprises forestières ont effectivement payé les quotes-parts de la RFA revenant aux communes et communautés ;
- vérifier que les communes ont effectivement reçu chaque année, leurs quotes-parts de la RFA ;
- évaluer la mise en place et le fonctionnement des comités communaux et riverains prévus par l'Arrêté Conjoint ;
- évaluer l'utilisation faite des revenus générés par les recettes forestières (part de la RFA et des revenus de la forêt communale) sur le développement local ;
- vérifier sur le terrain des œuvres sociales réalisées à partir des revenus forestiers ;
- concevoir une méthode simplifiée de collecte annuelle et de traitement des données sur les revenus forestiers destinés aux communes ainsi que leurs utilisations en faveur des œuvres sociales.

4. Résultats attendus

Au terme de cette prestation, l'on devra obtenir :

- les preuves de paiement des quotes-parts communales de la RFA par les UFA en activité ;

- les preuves d'encaissement effectif des quotes-parts communales de la RFA par les communes ;
- la cartographie des structures et organes de gestion prévues par l'Arrêté Conjoint pour chaque commune ;
- la liste des entreprises forestières exerçant dans la localité ;
- la cartographie des œuvres sociales et économiques réalisées par les communes enquêtées ;
- l'avis motivé sur la gestion efficiente et l'utilisation des revenus forestiers conformément aux prescriptions de l'Arrêté Conjoint pour la réalisation des besoins identifiés ;
- la méthode simplifiée de collecte annuelle et de traitement des données sur les revenus forestiers destinés aux communes ainsi que leurs utilisations en faveur des œuvres sociales conçues et validées.

5. Financement

Les prestations, objet du présent avis seront financées par le budget du Fonds Commun-PSFE.

6. Participation au présent Avis

Cette étude sera réalisée par un consultant individuel de nationalité camerounaise, ayant un diplôme de niveau Bac + 5 en foresterie et une qualification en économie forestière ou Bac + 5 en statistique ou économie avec au moins deux études réalisées sur les questions forestières. Il devra en outre disposer d'une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans comme consultant. Il travaillera en étroite collaboration avec l'Ingénieur de tâche pour réaliser les activités mentionnées ci-dessus et produire les résultats escomptés.

7. Constitution du dossier

(1) Les pièces administratives et fiscales du Consultant

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises ci-après, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel à Manifestation. Elles comprennent :

- a) la lettre de motivation timbrée, datée et signée;
- b) l'attestation de non- redevance ;
- c) la copie certifiée conforme de la carte de contribuable ;
- d) l'attestation de-non exclusion des marchés publics, délivrée par le Directeur Général de l'ARMP.

Le dossier de candidature devra comprendre les pièces suivantes :

(2) Une note de présentation du Consultant individuel

(3) La liste des références professionnelles concernant les prestations similaires. Elle doit faire ressortir les montants des différentes prestations, les administrations et contractants avec adresses et numéros téléphoniques, l'année d'exécution du contrat. Les copies des premières (en-tête) et dernières (signatures) pages des contrats ou marchés, ainsi que les procès-verbaux de réception et/ou le certificat de bonne fin des travaux délivré par le Maître d'Ouvrage.

(4) Les qualifications et références du Consultant individuel (joindre le CV récent daté et signé par le Consultant et les photocopies certifiées conformes des diplômes universitaires).

8. Méthodologie

Le Consultant produira sa note méthodologique et son plan d'intervention pour la durée de l'étude et le soumettra à la validation de l'Ingénieur de tâche et de la MATCo au plus tard sept (07) jours après le début de ses prestations. Après validation par les deux parties, l'Ingénieur de tâche fera

saisir les Préfets concernés pour information et sollicitation de la mise à disposition d'un collaborateur pour l'exécution de la mission. De même, il fera mobiliser les cadres des services centraux et déconcentrés du MINFOF impliqués dans l'étude, et produira le document d'exécution qui donnera des précisions sur la composition des équipes de mission (maximum trois (03) personnes) et les localités concernées par l'étude.

Au terme de l'étude, le consultant assisté de l'Ingénieur de tâche restituera le rapport y afférent au cours d'une réunion convoquée à cet effet et regroupant au plus vingt-cinq (25) participants venant des directions techniques du MINFOF, du MINAT, du FEICOM, du MINFI et du MINDEVEL, ainsi que de certains services déconcentrés du MINFOF et de la MATCo. L'Ingénieur de tâche produira le compte rendu de cette séance de restitution et transmettra les observations formulées au Consultant, qui les prendra en compte pour produire le rapport final à soumettre pour vérification et validation conjointe de l'Ingénieur de tâche et la MATCo. Ce qui donnera lieu à l'établissement de l'attestation de service fait par l'Ingénieur de tâche.

9. Livrables et support

- Un rapport physique et numérique co-signé de tous les membres de l'équipe de mission annexé des photographies.
- Un document de méthodologie simplifiée de collecte annuelle et de traitement des données sur les revenus forestiers destinés aux communes ainsi que leurs utilisations en faveur des œuvres sociales

10. Durée et localisation

L'intervention du Consultant s'étalera sur soixante (60) hommes jours et cent-vingt (120) jours calendaires. Les visites de terrain s'exécuteront dans vingt (20) communes sélectionnées (dans la note méthodologie et le plan d'intervention du Consultant) et dans les Régions du Centre, de l'Est, du Littoral et du Sud.

11. Critères d'évaluation

- (1) L'évaluation de la manifestation d'intérêt portera sur les critères essentiels ci-dessous sur 100 points :

N°	Critères	Notes
1	Présentation du Consultant	10
2	Références du Consultant	55
3	Qualifications et expériences professionnelles générales et spécifiques	30
4	Présentation générale de l'offre	5
	Total	100

- (2) Seuls, les candidats qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation technique une note au moins égale à **70 points sur 100** seront retenus pour la phase suivante.

12. Dépôt des offres

Les Manifestations d'Intérêt rédigées en français et/ou en anglais, en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marquées comme tel, devront être déposées au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, 8^{ème} étage, porte 807) sis à l'Immeuble Ministériel n°2, au plus tard le ~~24~~ **24** ~~FÉV.~~ **FÉV.** 2023 à 13 heures.

Elles devront porter la mention suivante :

N° **0006** « **AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET**
/AAMI/MINFOF/SETAT/SG/DAG/SDBM/SMA/2023 DU 10 JAN 2023

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'EVALUATION DE LA REALISATION DES ŒUVRES A CARACTERE SOCIAL PAR LES COMMUNES A PARTIR DES REVENUS ISSUS DE L'EXPLOITATION FORESTIERE (RFA, RECETTES D'EXPLOITATION DES FORETS COMMUNALES)

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13. Etude des dossiers et publication des résultats

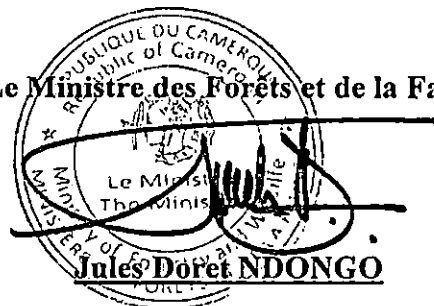
Les dossiers enregistrés seront examinés par un Comité Technique d'Analyse mis sur pied par le Ministre des Forêts et de la Faune et les prestataires retenus seront informés des résultats par voie de communiqué officiel.

14. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires sur le présent avis peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés) sis au 8^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel n°2, porte 807.

NB : « pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un sms aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48 ».

Le Ministre des Forêts et de la Faune



Copie :

- ARMP (pour publication et archives) ;
- Président de la CSPM (pour information) ;
- Service des Marchés ;
- Coordi-FC. ✓

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE

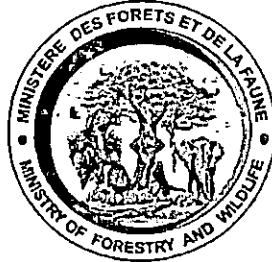
SECRETARIAT D'ETAT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS DIRECTION DU BUDGET,
DU MATERIEL ET DE LA MAINTENANCE

SERVICE DES MARCHES



www.minfof.cm

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY AND WILDLIFE

SECRETARIAT OF STATE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUBDEPARTMENT OF BUDGET
MATERIAL AND MAINTENANCE

PROCUREMENT SERVICE

No. **0006** NOTICE FOR EXPRESSION OF INTEREST
/AAMI/MINFOF/SETAT/SG/DAG/SDBM/SMA/2023 OF 10 JAN 2023

TO HIRE AN INDIVIDUAL CONSULTANT IN CHARGE OF ASSESSING THE CONSTRUCTION OF SOCIAL AMENITIES BUILT BY COUNCILS USING REVENUES FROM FOREST EXPLOITATION (AFR, REVENUES FROM THE EXPLOITATION OF COUNCIL FORESTS)

1. Purpose

The Minister of Forestry and Wildlife, Contracting Authority, hereby launches a Notice for Expression of Interest to hire an individual consultant in charge of assessing the construction of social amenities built by councils using revenues from forest exploitation (AFR, REVENUES FROM THE EXPLOITATION OF COUNCIL FORESTS).

2. Background and justification

Logging within the State Permanent Estate Forest (PFE) is governed by exploitation conventions. Following the allocation of a concession to a concessionnaire, he/she must, at the end of the three (03) year-non renewable provisional convention, draft and submit for approval a management plan of the concession in question to the Forestry Administration, which is a tool for sustainable forest management. This plan is not only a logging instrument, it is also and most especially an investment policy and an overall programming tool for logging companies. The management plan defines the concessionnaire's responsibilities towards the Administration and towards the locals of his/her concession.

The socio-economic amenities to be built in favour of locals are indeed inscribed in the management plan on the one hand and on the other hand the payment of Annual Forestry Royalties (AFR) helps the State, through its relevant services, to build socio-economic amenities, not only in Councils where these logging titles are located but also in those that are not located in forest areas.

In fact, the legal instrument of the forestry sector stipulates that a percentage of the forestry and wildlife tax should be allocated to Councils and local village communities. Hence, the Annual

Forestry Royalties (AFR) is broken down as follows: 50% to the State, 27% to targeted Councils with 6.75% allocated solely to development project initiated by local Councils, 18% to FEICOM and 5% to support recovery operations in a bid to contribute to enhancement of local development and alleviation of poverty.

To facilitate the management of shares allocated to Councils and to address challenges noticed in the management of the said share, Joint Order 0076 was signed in 2022 by representatives of three ministries (MINATD, MINFI and MINFOF) to regulate the management from the exploitation of forestry and wildlife resources allocated to councils and local village communities. With regards to the management of AFR, Joint Order 0076 also takes into account the tax on recovered products, contributions for the building of social and economic infrastructure, revenues from community and council forests.

In spite of the availability of this highly disseminated instrument since it was signed, MINFOF continues to receive complaints from local community organisations, denouncing the fact that they are yet to feel the impact from the revenues of forests located in their communities. Interministerial missions relating to the evaluation of the implementation of provisions of Order 0076 were jointly conducted in 2019 by MINFOF, MINAT, MINDEVEL and FEICOM to determine the level of responsibility of various stakeholders. This activity has been initiated within the framework of evaluating the construction of social amenities in localities to be identified by MINFOF in collaboration with relevant local administrative services. Reports documented by pictures will be forwarded to the Ministers in charge respectively of Territorial Administration, Forestry and Decentralisation to enable them take appropriate decisions concerning the remarks contained in the said reports.

3. Purpose of the study

The purpose of this study is to assess the implementation of Joint Order 0076/MINATD/MINFI/MINFOF of 26 June 2012 (FMU, sale of standing volume and timber recuperation titles) to build socio-economic amenities based on shares of AFR perceived by selected councils from 2015 to 2019.

More specifically, it aims at:

- verifying that logging companies have effectively paid their AFR shares to councils and communities;
- verifying that councils have been receiving effectively each year, their AFR shares;
- assessing the setting up and enabling the functioning of council and local committees stipulated in the Joint Order;
- assessing the use of revenues generated by logging revenues (AFR share and revenues from council forest) relating to local development;
- verifying on the field social amenities built using logging revenues;
- developing a simplified method to collect annually and process data on logging revenues to councils as well as their use in favour of the construction of social amenities.

4. Expected outcomes

By the end of this service, the following outcomes shall be expected:

- proof of payment of AFR shares to councils by FMUs in activity;
- proof of actual collection of municipal AFR shares by councils;
- mapping of structures and management bodies provided for by the Joint Order for each Council;
- a list of logging companies operating in the locality;
- mapping of social and economic amenities built by the surveyed Councils;

- reasoned opinion on the efficient management and use of logging revenues in accordance with the requirements of the Joint Order to meet the identified needs;
- a simplified method to collect annually and process data on logging revenues to councils as well as their use in favour of the construction of social amenities developed and approved.

5. Funding

The services, subject of this invitation to tender, shall be funded by the Basket Fund – PSFE.

6. Participation

This study shall be carried out by an individual consultant of Cameroonian nationality, with a degree in forestry and a qualification in forestry economics or a degree in statistics or economics with at least two studies on forestry issues. In addition, he/she should have at least ten (10) years of professional experience as a consultant. He/she will work closely with the Task Engineer to carry out the above activities and produce the expected outcomes.

7. File composition

(1) The administrative and financial documents of the Consultant

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be absolutely produced in original or certified true copies by the competent authorities. They must be dated less than three (03) months before the original date of submission of bids or must have been established after the date of signing of the Invitation to tender. They shall comprise:

- a) a stamped, dated and signed letter of motivation;
- b) a debt Clearance Certificate;
- c) a certified copy of the taxpayer card;
- d) the certificate of non-exclusion from public contracts, issued by the Director General of ARMP.

The application must include the following documents:

(2) A presentation note from the individual consultant

(3) A list of professional references for similar services. It shall indicate amounts of various services, contracting administrations and Consultant with addresses and telephone numbers, and the year of execution of the contract. Copies of the first (header) and last (signatures) pages of the contracts, as well as the acceptance reports and/or the completion certificate issued by the Contracting Authority.

(4) Qualifications and references of the individual Consultant (attach recent CVs dated and signed by Consultant and certified photocopies of university degrees).

8. Methodology

The Consultant shall produce its methodological note and intervention plan for the duration of the study and submit it to the Task Engineer and MATCo for validation no later than seven (07) days after the start of its services. After validation by both parties, the Task Engineer will refer the matter to the relevant Senior Divisional Officers for information and request the provision of a collaborator for the execution of the mission. Similarly, cadres of MINFOF's central and decentralised services involved in the study shall be mobilised, and shall produce the implementation document which shall provide details of the mission composition teams (maximum three (3) persons) and localities concerned by the study.

At the end of the study, the consultant, assisted by the task engineer, shall present the related-report during a meeting convened for this purpose and bringing together a maximum of twenty-five (25) participants MINFOF, MINAT, FEICOM, MINFI and MINDEVEL technical departments as well as from some MINFOF decentralised services and MATCo. The Task Engineer shall produce minutes of this feedback session and forward his/her remarks to the consultant. The Consultant shall take them into account to produce the final report, which he/she shall submit to the Task Engineer and to the MATCo that shall jointly scrutinise and approve it. This shall result in the establishment of the certificate of service done by the Task Engineer.

9. Deliverables and support

- A physical and digital report co-signed by all members of the mission team with appended photographs.
- A simplified methodology document to collect annually and process data on logging revenues to councils as well as their use in favour of the construction of social amenities.

10. Duration and location

The consultant's intervention shall be spread over sixty (60) men/days and one hundred and twenty (120) calendar days. The field inspection shall be carried out in 20 (twenty) selected councils (in the methodology note and the consultant's intervention plan) and in the Centre, East, Littoral and South regions.

11. Evaluation criteria

- (1) The evaluation of the Call for Expression of Interest shall be based on the following key criteria out of 100 points:

No.	Criteria	Notes
1	Presentation of the consultant	10
2	Consultant references	55
3	General and specific professional qualifications and experience	30
4	Overall presentation of the offer	5
	Total	100

- (2) Only candidates who must have scored at least **70 out of 100 points** in the technical evaluation shall be selected for the next phase.

12. Submission of Bids

Each offer, drafted in English and French in 6 (six) copies, i.e 1 (one) original and 5 (five) copies, marked as such, shall be submitted to the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Material, Procurement Service, 8th floor, Room 807, Government Building No. 2, upon publication of this tender, latest on **24 FEB 2023 at 1 p.m.**, and shall be labelled as follows:

And should be labelled as follows:

"NOTICE FOR EXPRESSION OF INTEREST"

No. **0006** /AAMI/MINFOF/SETAT/SG/DAG/SDBM/SMA/2023 OF **10 JAN 2023**

TO HIRE AN INDIVIDUAL CONSULTANT IN CHARGE OF ASSESSING THE CONSTRUCTION OF SOCIAL AMENITIES BUILT BY COUNCILS USING REVENUES FROM FOREST EXPLOITATION (AFR, REVENUES FROM THE EXPLOITATION OF COUNCIL FORESTS)

(TO BE OPENED DURING THE OPENING SESSION ONLY.)"

13. Scrutiny of offers and publication of results

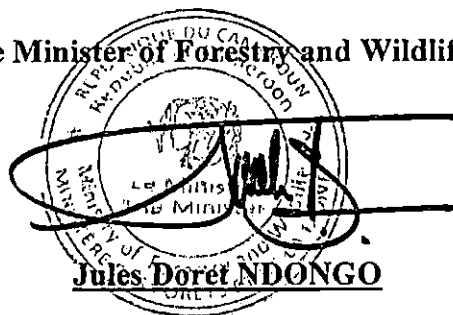
Registered files shall be scrutinised by a Technical Analysis Committee set up by the Minister of Forestry and Wildlife and the selected service providers shall be informed of the results by means of an official release.

14. Additional information

Additional Information may be obtained during working hours at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-department of Budget and Material, Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2.

**NB: "In case of any corruption, please kindly call or send an sms to the following numbers:
673 20 57 25/ 699 37 07 48"**

The Minister of Forestry and Wildlife



CC:

- ARMP (for publication and records);
- Chair of CSPM (for publication);
- Procurement Service;
- Coordi-BF. ✓